

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

BANQUE CAMEROUNAISE DES
PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES



Banque Camerounaise
des Petites et Moyennes Entreprises

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CAMEROONIAN BANK FOR
SMALL AND MEDIUM-SIZED
ENTERPRISES

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002 /AONO/
BC-PME S.A./DG/CIPM/2026 du 28/10/ 2026 POUR LA
SOUSCRIPTION DE LA POLICE D'ASSURANCE MALADIE, EVACUATION
SANITAIRE ET FRAIS FUNERAIRE A LA BANQUE CAMEROUNAISE DES
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

**POUR LA PERIODE ALLANT DU 01^{er} Janvier 2027 au 31 Décembre
2029**

**FINANCEMENT BUDGET DE FONCTIONNEMENT BC-PME SA
EXERCICES 2027, 2028 et 2029**

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Directeur Général de la BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (**BC-PME S.A**), Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la souscription de la police d'assurance maladie, évacuation sanitaire et frais funéraires à la Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME S.A) pour la période allant du 1er Janvier 2027 au 31 Décembre 2029 auprès des compagnies nationales d'assurances intéressées.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations consistent en la souscription triennale avec une tranche ferme (**du 1^{er} Janvier 2027 au 31 Décembre 2027**) et deux tranches conditionnelles (**1^{ère} Tranche du 1^{er} Janvier 2028 au 31 Décembre 2028 et 2^{ème} Tranche du 1^{er} Janvier 2029 au 31 Décembre 2029**) de la police d'assurance conformément aux Termes de Références ci-après déterminés.

3. TRANCHES

La période de couverture des prestations est de trente-six (**36**) mois réparties ainsi qu'il suit :

- ✓ Tranche ferme (**12 mois**) : du 1^{er} Janvier 2027 au 31 Décembre 2027 ;
- ✓ 1^{ère} Tranche Conditionnelle (**12 mois**) du 1^{er} Janvier 2028 au 31 Décembre 2028 ;
- ✓ 2^{ème} Tranche Conditionnelle (**12 mois**) du 1^{er} Janvier 2029 au 31 décembre 2029.

La prestation consiste en un lot unique.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du marché TTC est de : **Cent soixante-cinq millions (165.000.000) F CFA**, réparti ainsi qu'il suit :

- Tranche Ferme : Cinquante Cinq Millions (55 000 000) FCFA ;
- 1^{ère} Tranche conditionnelle : Cinquante Cinq Millions (55 000 000) FCFA ;
- 2^{ème} Tranche conditionnelle : Cinquante Cinq Millions (55 000 000) FCFA.

5. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

La période de couverture des prestations est répartie ainsi qu'il suit :

- ✓ Tranche ferme (**12 mois**) : du 1^{er} Janvier 2027 au 31 Décembre 2027 ;
- ✓ 1^{ère} Tranche Conditionnelle (**12 mois**) : du 1^{er} Janvier 2028 au 31 Décembre 2028 ;
- ✓ 2^{ème} Tranche Conditionnelle (**12 mois**) : du 1^{er} Janvier 2029 au 31 décembre 2029.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent appel d'offres National est réservée aux Compagnies d'Assurances de droit camerounais installées au Cameroun régies par la CIMA, dûment agréées par le Ministre chargé des finances.

La gestion de la police d'assurance sera assurée par un Courtier autorisé en 2026 par le Ministre en Charge des Finances suivant les prescriptions du **Décret 2018/355 du 12 Juin 2018** fixant les règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques. Sa rémunération sera prise en charge par l'Assureur conformément à la réglementation en vigueur ;

7. FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de fonctionnement de la BC-PME SA, Exercices 2027, 2028 et 2029.

Imputation Budgétaire : ASSURANCE MALADIE, EVACUATION SANITAIRE ET FRAIS FUNERAIRES F -10000-65600026990.

8. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Mode de soumission de la présente consultation est hors ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste



figure dans la pièce 12 du DAO, en faveur de la Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises pour le montant de F CFA Trois millions trois cent mille **(3.300.000)** et valable pendant trente **(30)** jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois **(03)** mois précédant la date de dépôt des offres et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction Générale de la BC-PME SA, située à Yaoundé, au 516 rue 1157 Albert ATEBA EBE, Direction des Moyens Généraux, Service de la Logistique et des Approvisionnements, 1e Etage, à Gauche, de **09 Heures à 15 Heures**, de Lundi à Vendredi, dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Direction Générale de la BC-PME SA, située à Yaoundé, au 516 rue 1157 Albert ATEBA EBE, Direction des Moyens Généraux, Service de la Logistique et des Approvisionnements, 1e Etage, à Gauche, de 09 Heures à 15 Heures et 30 minutes, de **Lundi à Vendredi**, dès publication du présent avis contre le versement d'une somme de F CFA Cent quinze mille **(115.000)** payable dans le **Compte Spécial CAS-ARMP ouvert dans les livres de la BICEC Cameroun.**

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept **(07)** exemplaires, dont un **(01)** original et six **(06)** copies marqués comme tels, doit être déposée à la Direction Générale de la BC-PME SA, située à Yaoundé, au 516 rue 1157 Albert ATEBA EBE, Direction des Moyens Généraux, Service de la Logistique et des Approvisionnements, 3eme Etage, à Gauche, au plus tard le **02 DEC 2026**, à **10 heures**, heure locale et revêtue de la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 0002 /AONO/BC-PME
S.A./DG/CIPM/2026 du 28/10/2026 POUR LA SOUSCRIPTION DE
LA POLICE D'ASSURANCE MALADIE, EVACUATION SANITAIRE ET
FRAIS FUNERAIRES A LA BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET
MOYENNES ENTREPRISES.**



**POUR LA PERIODE ALLANT DU 01er Janvier 2027 au 31 Décembre
2029**

**FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT BC-PME SA :
EXERCICES 2027, 2028 et 2029**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe **scellée** pour servir **d'offre témoin** marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres se fera en deux temps. L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **02 DEC 2026** à **11** heures par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de du Conseil d'Administration au 4eme Etage sise au 516, Rue 1157 Albert TAEBA EBE ; Nlongkak Yaoundé. Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative

de **80/100** seront ouvertes à _____ par la même Commission à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprise. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en **originaux ou en copies** certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois **(03)** mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de **48 heures** accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- ❖ De l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- ❖ De la non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission).
- ❖ Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- ❖ De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- ❖ L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- ❖ De l'absence d'agrément délivrée par le Ministre en charge des finances et l'attestation d'adhésion aux dispositions du Codes des assurances CIMA. ;
- ❖ D'une note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- ❖ Absence des états financiers et comptables certifiés (par la direction des assurances du MINFI) C1, C4, C11 et C10b tableau D des exercices 2022,2023 et 2024 ;
- ❖ La liste symptomatique du nombre de personnel et de leur famille, assortie des détails des principaux risques couverts paraphé à chaque page et signé à la dernière page avec la mention « lu et approuvé », achet de la compagnie

- ❖ Absence de l'attestation sur l'honneur prouvant que la compagnie n'est pas sous administration provisoire ou sous surveillance de CIMA.
- ❖ CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé »
- ❖ De la présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- ❖ • de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE)
- ❖ De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- ❖ De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15 2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les Prestations et est présenté dans le tableau ci-dessous :

	CRITERES	NOTATION (POINTS)
1	Présentation générale de l'offre	2
2	Références générales du soumissionnaire dans les risques similaires au cours des trois dernières années	4
3	Références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires au cours des trois dernières années	12
4	Description détaillée des garanties offertes	14
5	Modalités de mise en jeu de la garantie	10
6	Couverture des engagements réglementés	20
7	Couverture de la marge de solvabilité exercices 2023-2024-2025	15
8	Cadence de règlement des sinistres dans les branches similaires au cours des cinq dernières années (dument certifié émettrice).	15
9	Couverture de réassurance dans la branche considérée	8
	TOTAL	100 Pts

NB : Les sous-critères d'analyse sont contenus dans le RPAO

Le score minimum technique requis est de **80 /100**. Et seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint ce seuil seront ouvertes.

16. ATTRIBUTION DU MARCHÉ (NOTATION FINALE)

Le marché sera attribué à l'entreprise dont l'offre aura été évaluée la mieux disante, c'est-à-dire l'offre ayant obtenu la meilleure note technico – financière et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

Le calcul de la note technico – financière (note finale) sera fait suivant la formule **0.7NT + 0.3NF** Où NF = **(MMd x 100)/Ms** avec NF = note financière,

MMd = proposition la moins disante, Ms = montant de la proposition considérée.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (**90**) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables (**de 09 heures à 16 heures**) à la Direction Générale de la BC-PME SA, située à Yaoundé, au 516 rue 1157 Albert ATEBA EBE, Direction des Moyens Généraux, Service de la Logistique et des Approvisionnements, 1e Etage, à Gauche.

19. DENONCIATION

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de tentative de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro Ou le MO/MOD au numéro,

Yaoundé, le 28 OCT 2026



Amadou Noman
Directeur Général Adjoint

Ampliations :

- ↓ PCA BC-PME,
- ↓ Pdt CIPM,
- ↓ ARMP,
- ↓ Archives

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

BANQUE CAMEROUNAISE DES
PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES



Banque Camerounaise
des Petites et Moyennes Entreprises

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CAMEROONIAN BANK FOR SMALL
AND MEDIUM-SIZED
ENTERPRISES

**NATIONAL OPEN TENDER NOTICE N° 8002 /AONO/
BC-PME S.A./DG/CIPM/2026 OF 98/10 2026 FOR THE
SUBSCRIPTION OF A HEALTH INSURANCE, MEDICAL EVACUATION
AND FUNERAL EXPENSES POLICY FOR THE BANQUE CAMEROUNAISE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

FOR THE PERIOD FROM 1 JANUARY 2027 TO 31 DECEMBER 2029

**FINANCING: BC-PME SA OPERATING BUDGET - 2027, 2028 AND 2029
FINANCIAL YEARS**

1. PURPOSE OF THE TENDER

The General Manager of the BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (**BC-PME S.A**), Project Owner, hereby launches a National Open Tender for the subscription of a health insurance, medical evacuation and funeral expenses policy for the Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME S.A), for the period from 1 January 2027 to 31 December 2029, open to interested national insurance companies.

2. SCOPE OF SERVICES

The services consist of a three-year subscription of the insurance policy, comprising one firm tranche (**from 1 January 2027 to 31 December 2027**) and two conditional tranches (**1st Tranche from 1 January 2028 to 31 December 2028 and 2nd Tranche from 1 January 2029 to 31 December 2029**), in accordance with the Terms of Reference set out hereinafter.

3. TRANCHES

The coverage period of the services is thirty-six (**36**) months, broken down as follows:

- ✓ Firm Tranche (**12 months**): from 1 January 2027 to 31 December 2027;
- ✓ 1st Conditional Tranche (**12 months**): from 1 January 2028 to 31 December 2028;
- ✓ 2nd Conditional Tranche (**12 months**): from 1 January 2029 to 31 December 2029.

The services constitute a single lot.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the contract, inclusive of all taxes, is **One Hundred and Sixty-Five Million (165,000,000) CFA francs**, broken down as follows:

- Firm Tranche: Fifty-Five Million (55,000,000) CFA francs;
- 1st Conditional Tranche: Fifty-Five Million (55,000,000) CFA francs;
- 2nd Conditional Tranche: Fifty-Five Million (55,000,000) CFA francs.

5. ESTIMATED PERFORMANCE PERIOD

The coverage period of the services is broken down as follows:

- ✓ Firm Tranche (**12 months**): from 1 January 2027 to 31 December 2027;
- ✓ 1st Conditional Tranche (**12 months**): from 1 January 2028 to 31 December 2028;
- ✓ 2nd Conditional Tranche (**12 months**): from 1 January 2029 to 31 December 2029.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this National Tender is restricted to insurance companies incorporated under Cameroonian law, established in Cameroon, governed by the CIMA Code and duly licensed by the Minister in charge of Finance.

The insurance policy shall be managed by an insurance broker authorized in 2026 by the Minister in charge of Finance, in accordance with the provisions of **Decree No. 2018/355 of 12 June 2018** laying down the common rules applicable to public enterprise contracts. The broker's remuneration shall be borne by the Insurer, in accordance with the regulations in force.

7. FINANCING

The services covered by this Tender are financed from the operating budget of BC-PME SA for the 2027, 2028 and 2029 financial years.

Budget line: HEALTH INSURANCE, MEDICAL EVACUATION AND FUNERAL EXPENSES, F-10000-65600026990.

8. INSPECTION OF THE TENDER FILE

The submission mode for this consultation is offline.

9. BID BOND

Under penalty of rejection, each bidder must attach to its administrative documents a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry



in charge of Finance, the list of which appears in item 12 of the Tender File (TF), in favour of the Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises, for the amount of Three million three hundred thousand **(3,300,000)** CFA francs, valid for thirty **(30)** days beyond the original bid validity date.

The other required administrative documents must be produced as originals or as copies certified true by the issuing department or by an administrative authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer), in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations.

They must be dated less than three **(03)** months prior to the bid submission date and must have been issued after the date on which this Tender Notice was signed.

10. Inspection of the Tender File

The Tender File may be inspected at the Head Office of BC-PME SA, located in Yaoundé at 516 Rue 1157 Albert ATEBA EBE, General Resources Department, Logistics and Procurement Service, 1st Floor, on the left, from **9:00 a.m. to 3:00 p.m.**, Monday to Friday, from the date of publication of this notice.

11. Purchase of the Tender File

The Tender File may be obtained at the Head Office of BC-PME SA, located in Yaoundé at 516 Rue 1157 Albert ATEBA EBE, General Resources Department, Logistics and Procurement Service, 1st Floor, on the left, from 9:00 a.m. to 3:30 p.m., **Monday to Friday**, from the date of publication of this notice, against payment of One Hundred and Fifteen Thousand **(115,000)** CFA francs, payable into the **CAS-ARMP Special Account held with BICEC Cameroon.**

The payment receipt must identify the payer as representing the company wishing to participate in the Tender.

12. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, drafted in French or in English, in seven **(07)** copies, comprising one **(01)** original and six **(06)** copies marked as such, must be submitted to the Head Office of BC-PME SA, located in Yaoundé at 516 Rue 1157 Albert ATEBA EBE, General Resources Department, Logistics and Procurement Service, 3rd Floor, on the left, no later than ... **02 DEC 2026**, at **10:00 a.m.** local time, and shall bear the following inscription:

**NATIONAL OPEN TENDER NOTICE N° 0002 /AONO/BC-PME
S.A./DG/CIPM/2026 OF 28/12 / 2026 FOR THE SUBSCRIPTION OF A
HEALTH INSURANCE, MEDICAL EVACUATION AND FUNERAL
EXPENSES POLICY FOR THE BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES
ET MOYENNES ENTREPRISES.**



FOR THE PERIOD FROM 1 JANUARY 2027 TO 31 DECEMBER 2029
FINANCING: BC-PME SA OPERATING BUDGET:
FINANCIAL YEARS 2027, 2028 AND 2029

“Not to be opened except at the bid-opening session”

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical proposal and the financial proposal must be placed in separate envelopes and submitted under sealed cover.

The following shall be deemed inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing any indication of the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadline (date and time);
- Envelopes not identifying the Tender concerned;
- Envelopes not complying with the submission mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Special Tender Regulations, or bids submitted in copies only.

Any bid that is incomplete with regard to the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the models of the Tender File forms, shall result in the outright rejection of the bid, without any right of appeal. A bid bond that is produced but bears no relation to the consultation concerned shall be deemed absent.

A bid bond presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible. In addition to the required number of copies of the financial proposal, the bidder shall submit one copy of the financial proposal in a **sealed** envelope, to serve as a **control copy**, marked as such and intended for the body in charge of public contracts regulation, for safekeeping. Failure to submit this control copy shall render the bidder's bid inadmissible as soon as the bids are opened by the Internal Procurement Committee.

14. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in two stages. The administrative documents and technical proposals shall be opened on **02 DEC 2026** at **14** hours by the Project Owner's Internal Procurement Committee, in the Board of Directors' meeting room, 4th Floor, 516 Rue 1157 Albert ATEBA EBE, Nlongkak, Yaoundé. Only the financial proposals of bidders having obtained the qualifying technical score of **80/100** shall be opened, at _____, by the same Committee, at a later date, after publication of the results of the technical evaluation.



Only bidders may attend this opening session, or be represented by a single, duly mandated person of their choice, even in the case of a consortium. Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced as **originals or as copies** certified true by the issuing department or by the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be dated less than three **(03)** months from the original bid submission date, or have been issued after the date on which this Tender Notice was signed.

Where an administrative document is missing or non-compliant at the opening of bids, the bid shall be rejected if the situation is not remedied within the **48-hour** period granted by the Committee.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

Eliminatory criteria set out the minimum conditions to be met for admission to evaluation under the essential criteria. They are not scored. Failure to meet these criteria shall result in the rejection of the bidder's bid.

These include, in particular:

- ❖ Absence of the bid bond at the opening of bids;
- ❖ Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, any administrative document found to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- ❖ False declarations, fraudulent practices or falsified documents;
- ❖ Absence of a sworn declaration of non-abandonment of contracts during the past three years;
- ❖ Absence of a quantified unit price in the financial proposal;
- ❖ Absence of the licence issued by the Minister in charge of Finance and of the certificate of adherence to the provisions of the CIMA Insurance Code;
- ❖ A technical score below 80 points out of 100;
- ❖ Absence of the financial and accounting statements C1, C4, C11 and C10b (Table D) for the 2022, 2023 and 2024 financial years, certified by the Insurance Department of MINFI;
- ❖ Absence of the list showing the number of staff and their family members, with details of the main risks covered, initialled on each page, signed on the last page with the words "read and approved" and bearing the company stamp;
- ❖ Absence of a sworn statement certifying that the company is neither under provisional administration nor under CIMA supervision;
- ❖ Absence of the Special Administrative Clauses (CCAP), initialled on each page and signed with the words "read and approved";
- ❖ Presence of financial information in the technical proposal;
- ❖ Absence of any component of the financial proposal (Letter of Bid, Bill of Unit Prices, Bill of Quantities and Estimates);
- ❖ Absence of the Integrity Charter, dated and signed;



- ❖ Absence of the declaration of commitment to comply with environmental and social clauses, dated and signed.

15.2 Essential Criteria

Essential criteria are the key criteria used to assess the bidders' technical and financial capacity to perform the Services. They are presented in the table below:

	CRITERIA	SCORE (POINTS)
1	General presentation of the bid	2
2	Bidder's general references in similar risks over the past three years	4
3	Bidder's specific references in similar risks over the past three years	12
4	Detailed description of the guarantees offered	14
5	Procedures for triggering the cover	10
6	Coverage of regulated liabilities	20
7	Solvency margin coverage, 2023-2024-2025 financial years	15
8	Claims settlement rate in similar classes of business over the past five years (duly certified).	15
9	Reinsurance coverage in the class of business concerned	8
	TOTAL	100 pts

NB: The analysis sub-criteria are set out in the Special Tender Regulations.

The minimum required technical score is **80/100**. Only the financial proposals of bidders having reached this threshold shall be opened.

16. AWARD OF THE CONTRACT (FINAL SCORING)

The contract shall be awarded to the company whose bid has been evaluated as the best-value bid, that is, the bid that has obtained the highest combined technical and financial score and has been found compliant with the Tender File.

The combined technical and financial score (final score) shall be calculated using the formula $0.7NT + 0.3NF$, where $NF = (MMd \times 100)/Ms$, with NF = financial score, MMd = lowest bid, Ms = amount of the bid under consideration.

17. BID VALIDITY PERIOD

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (**90**) days from the deadline set for the submission of bids.

18. FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours (**from 9:00 a.m. to 4:00 p.m.**) at the Head Office of BC-PME SA, located in Yaoundé at 516 Rue 1157 Albert ATEBA EBE, General Resources Department, Logistics and Procurement Service, 1st Floor, on the left.

19. REPORTING OF CORRUPTION

To report any practices, facts or acts of attempted corruption, please call the National Anti-Corruption Commission (CONAC) on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) on, or the Project Owner/Delegated Project Owner on

Done at Yaoundé, on **28 OCT 2026**

Copies:

- ↓ PCA BC-PME,
- ↓ President of the CIPM,
- ↓ ARMP,
- ↓ Archives




Amadou Haman
Directeur Général Adjoint